L'hebdo des socialistes

N°560
DU 27 FÉVRIER
AU 5 MARS 2010
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 92 – Fax : 01 45 56 76 33
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION David Assouline • RÉDACTRICE EN CHEF Ariane Gil (78 61) • RÉDACTRICE EN CHEF INTÉRIM Stéphanie Platat (78 61) • RÉDACTION Bruno Tranchant (77 33) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communication, tiré à 20 100 exemplaires

Industrie
NOS 54 PROPOSITIONS
Page 2

Outil militant
TRACT POLITIQUE ÉDUCATIVE
Page 4

Voter socialiste dès le 14 mars

Éviter l'abstention et la dispersion à gauche au premier tour

La campagne de caniveau de la droite, les promesses non tenues de Nicolas Sarkozy sur fond de crise économique, la désespérance sociale qui gagne des couches de plus en plus larges de la population, tout cela n'encourage pas nos concitoyens à se porter vers les urnes.
Les sondages qui semblent nous donner unæe avance sur la droite, mais aussi un bon écart avec nos concurrents du 1er tour, peuvent encourager à nouveau une partie de notre électorat à disperser ses voix en pensant que cela ne prêtera pas à conséquence sur notre leadership à diriger les régions. Voter socialiste dès le 14 mars, c'est la garantie d'un large rassemblement à gauche victorieux le 21 mars. Humbles et sérieux, nous ne croyons qu'au vote et nous voulons le mériter. Alors pendant les deux semaines avant le 14 mars, nous allons redoubler nos actions et évènements de terrain, nous n'attendrons pas qu'on vienne à nous, c'est nous qui par le porte-à-porte, par notre présence dans les quartiers, les villes et les campagnes, allons continuer jusqu'au dernier jour à porter nos projets pour convaincre, qu'avec nos régions, on peut commencer, dès ce printemps, à changer la France. Et expliquer que ce vote doit être aussi une formidable expression populaire contre le grand tour de vis social que nous prépare Nicolas Sarkozy, en particulier sur les retraites. Un vote utile donc, y compris pour freiner le pouvoir dans ses projets antisociaux.

L'AGENDA

27 février
▸ *Régionales Centre 2010*
Meeting région Centre, à Chartres, en présence de François Bonneau et François Hollande, 19h.

28 février
▸ *Médias*
Benoît Hamon est l'invité de C Politique, à 17h40 sur France 5.

11 mars
▸ *Régionales Auvergne 2010*
Meeting région Auvergne, à Clermont-Ferrand, en présence de René Souchon, 20h.

27 mars
▸ *Territoires*
Mobilisation générale des élus pour la défense des territoires à la Maison de la Mutualité (Paris).

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

PS

L'info en continu

Vincent Peillon, 17/02/10

Nouveau souffle

« Au-delà de l'enjeu de gagner une région, il s'agit avant tout de mettre en place une équipe en capacité de donner un nouveau souffle à la Corse. Au niveau national, la politique conduite par Nicolas Sarkozy creuse les inégalités, fait la part trop belle à l'argent, malmène le pacte républicain et le socle sur lequel repose notre consensus social, sans compter les coups portés à la politique de décentralisation. Je sais que les Corses auront à cœur de faire valoir le respect des valeurs qui sont les leurs. La Corse peut envoyer un message clair et fort ».

Alain Vidalies, 22/02/10

Démocratie sociale

« L'absence de concertation avec les organisations syndicales sur un sujet aussi sensible que la simplification du droit du travail est une faute politique grave qui n'aura pour unique conséquence que de compliquer le dialogue et d'affaiblir la démocratie sociale ».

Jean-Marc Ayrault, 23/02/10

Compétence

« Après Pierre Joxe, Philippe Séguin, le président de la République n'avait pas d'autre choix que de nommer une autre personnalité de haut niveau… Il a choisi Didier Migaud, une personnalité qui a fait les preuves de sa compétence et de son esprit d'indépendance ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

330 €

C'est ce que dépensent en moyenne chaque année les régions pour chaque Français. Gestion des transports publics, construction et entretien des lycées, protection du patrimoine, aide à la création de PME et aux entreprises en difficultés, subvention aux associations sportives et culturelles, gestion des parcs naturels régionaux, formation professionnelle pour les personnes en recherche d'emploi, etc. **Les régions interviennent dans la vie quotidienne des Français et méritent largement un déplacement au bureau de vote les 14 et 21 mars prochains!**

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Total : une volonté politique contre la fermeture

Le groupe Total a annoncé en mars 2009 la suppression de 249 postes dans le raffinage et la fermeture du site de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine Maritime). Depuis décembre dernier, la fermeture complète du site de Dunkerque est en discussion. *« Comme nous sommes en période électorale, le ministre de l'Industrie, feint de s'émouvoir de la casse sociale orchestrée par Total*, a commenté le Bureau national du PS. *Christian Estrosi, ministre de la désindustrialisation, et Christophe de Margerie, directeur général de Total, expliquent vouloir garder une activité industrielle sur le site mais n'avancent aucun chiffre sur les emplois. »* Alors que le PS a dévoilé son plan pour l'industrie française, il rappelle que certaines de ses mesures peuvent s'appliquer au cas Total. Il s'agit ainsi du remboursement des aides publiques reçues cinq ans avant toute ouverture de procédure de licenciements, l'obligation de proposer un plan de sauvegarde de l'emploi qui assure le reclassement et la reconversion dans un emploi de catégorie équivalente de l'intégralité des salariés concernés, la mise sous tutelle par le tribunal de grande instance d'une entreprise qui ferait preuve de mauvaise foi. Pour rappel, en 2009, Total a dégagé 7,8 milliards d'euros de bénéfices.

Pour une vraie politique éducative

L'accroissement des violences en milieu scolaire a mis en lumière l'échec de la politique éducative de la droite. *« L'annonce des États généraux sur la sécurité ne masque pas la réalité de cette politique qui prive les établissements des moyens d'intervenir en amont pour prévenir la violence »* a rappelé le PS réuni en BN. Parce qu'il ne peut se satisfaire d'une politique éducative qui a pour seule *« ambition d'extraire les meilleurs élèves des milieux défavorisés en laissant dépérir tous les établissements qui concentrent les difficultés sociales et scolaires »*, le PS souhaite ouvrir le chantier d'une rénovation en profondeur de l'Éducation nationale. Il s'agit aujourd'hui de mettre un coup d'arrêt aux *« suppressions de postes, recruter du personnel formé, revaloriser le métier d'enseignant, attribuer des bourses aux étudiants s'engageant dans la filière de l'enseignement, afin d'inventer l'école de demain »*.
(voir tract p.4)

LA VIE DU PARTI

Notre plan Industrie

Le TGV Siemens préféré à celui d'Alstom par la Chine, le nucléaire coréen plutôt que l'EPR français à Abu Dhabi, l'Allemand OHB plutôt qu'Astrium, filiale d'EADS pour la première tranche de quatorze satellites du projet Galiléo, le GPS européen… L'industrie française a récemment encaissé des revers cuisants. La crise est profonde et conduit à la désindustrialisation massive du pays. Pour preuve, entre 2002 et 2008, près de 500 000 emplois ont été détruits dans le secteur secondaire. Les politiques libérales ont accompagné cette désindustrialisation sans y mettre un frein. Parce qu'il faut en finir avec le mythe de *« l'usine sans ouvriers »* et la fausse logique qui voudrait que les services remplacent poste pour poste l'industrie, le Parti socialiste a présenté lundi 22 février ses 54 propositions pour *« refaire de la France une grande nation industrielle et proposer aux Européens un modèle de production social-écologique »*, rédigées sous la houlette de Guillaume Bachelay. Il s'agit de mobiliser les outils mal ou sous-utilisés. Ainsi, le PS appelle à

- la création d'un pôle public d'investissement industriel (2P2I) pour que la puissance publique participe à l'orientation stratégique de l'industrie,
- une modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réinvestis ou versés sous forme de dividendes,
- assurer un ciblage stratégique du crédit impôt-recherche souvent fourvoyé,
- favoriser les bonnes pratiques en fournissant une meilleure information aux consommateurs-citoyens,
- donner un vrai rôle d'orientation stratégique à l'État et aux régions sur les pôles de compétitivité,
- décourager les fermetures de sites pour des raisons financières.

Le PS propose aussi la mise en place d'une vraie politique industrielle à l'échelle de l'UE. Les propositions les plus marquantes dans ce domaine sont la création d'un grand ministère européen de l'Industrie sur le modèle du MITI japonais, et la réorientation des politiques européennes de manière à lutter contre le dumping fiscal, social et environnemental au niveau européen.
Les propositions socialistes sont concrètes loin des conclusions vagues des États généraux de l'industrie organisés par Nicolas Sarkozy, parce que *« Le Parti socialiste est le parti des salariés*, conclut le plan industrie, *la patrie des PME et des artisans, qui créent la richesse et des emplois »*.

▶ Téléchargez l'intégralité du plan sur parti-socialiste.fr

AU PARLEMENT

Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

Le groupe socialiste a reçu, le 23 février, une délégation de députés et de personnalités afghans conduite par Abdullah Abdullah, candidat à la présidentielle de 2009. Alors que des élections parlementaires en Afghanistan sont programmées en septembre prochain, le principal opposant au président Karzaï a insisté sur la nécessité d'une présence internationale pour contrer les talibans. *« Il est important de les isoler en posant les jalons d'un pouvoir politique qui donnera voix au peuple, au profit de la démocratie et de la paix »*, a-t-il affirmé, une nouvelle défaite *« solderait les espoirs afghans »*. Abdullah Abdullah a conclu sa visite sur la nécessité de mobiliser le peuple afghan : *« Il faut tendre la main à la population en lui offrant de réelles perspectives, c'est le seul moyen de l'inciter à rejoindre notre cause en tournant le dos au terrorisme »*.

En direct du Sénat

Le projet de loi sur la récidive devait être définitivement voté par la Haute Assemblée le 25 février après que la commission des lois du Sénat s'est employée à réécrire et encadrer toute une batterie de mesures. Le texte qui concerne en particulier les délinquants sexuels, adopté par l'Assemblée dans sa version finale, a donc fait l'objet de vives critiques au Sénat. L'ancien garde des Sceaux, Robert Badinter n'a pas manqué de pointer l'amoncellement de *« textes précipités »*. *« On a psychiatrisé la justice et judiciarisé la psychiatrie »*, a-t-il souligné. Soumis à l'examen final d'une commission mixte paritaire - composée de sept sénateurs et sept députés -, il contraint les médecins à avertir le juge dès lors que le patient arrête son traitement de castration chimique et crée également un nouveau fichier consacré à l'évaluation de la « dangerosité » des personnes poursuivies et condamnées.

Du côté du PSE

Le Parti socialiste européen (PSE) organise, le 24 avril, une Journée d'action *« Pour une taxe sur les transactions financières »*. Les militants sont invités à organiser des activités autour de cette question. L'introduction d'une taxe sur les transactions financières s'inscrit dans la liste des six revendications de l'Appel à l'action lancé par la coalition *« Europeans for financial reform »* auquel le Congrès du PSE a apporté son aval à Prague.

▶ Pour en savoir plus : actionday@pes.org.

RÉGIONALES

Pour agir contre la crise

Martine Aubry s'est rendue en Champagne-Ardenne, un déplacement de campagne sur le thème de l'industrie.

« Ici c'est Trèves, deux fermetures annoncées, 230 salariés, 55 millions d'euros offerts par le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles ». Le bilan est clair, la colère des salariés de l'usine PTPM, filiale du groupe Trèves, à Aÿ, est blanche. Pour ce nouveau déplacement de campagne régionale, Martine Aubry s'est rendue, avec Guillaume Bachelay en Champagne-Ardenne. Le thème de la journée, la politique industrielle de la France, était tout désigné, avec plus de 20% des salariés de la région travaillant dans l'industrie. Avec Adeline Hazan, maire de Reims et Jean-Paul Bachy, qui brigue un nouveau mandat à la Région, la Première secrétaire a rencontré les salariés de l'usine PTPM, spécialisée dans la confection de sièges auto pour Renault et Peugeot, une délégation de Piper Heidsieck (45 suppressions de postes annoncées à Reims), des employés de Plysorol (contreplaqué) dont l'activité est transférée à Lisieux, mais également des salariés de Sodimatex, l'autre usine du groupe Trèves menacée de fermeture à Crépy-en-Valois. *« Vos situations sont significatives*, a commenté Martine Aubry, *cela montre que le gouvernement n'aide que les grands groupes »*. Dans la salle communale de Aÿ, elle a ainsi présenté les 54 propositions du Parti socialiste, pour *« refaire de la France une grande nation industrielle et proposer aux Européens un modèle de production social-écologique »* (lire p.2). Cette journée de déplacement s'est terminée par une rencontre avec les militants à Reims. L'occasion pour la Première secrétaire, d'appeler à la mobilisation générale pour les 14 et 21 mars : *« Nos régions servent de contrepoids à la crise*, a-t-elle expliqué. *Elles ont contribué au plan de relance à hauteur de 9 milliards d'euros. Elles préparent l'avenir en soutenant la recherche et l'emploi, et elles défendent un autre modèle fondé sur la solidarité »*. Un modèle selon lequel on ne peut pas percevoir des aides d'État sans contreparties sociales.

L'info en continu

Ali Soumaré, 23/02/10

Stigmatisation

« C'est la première fois que je m'oppose directement sur un suffrage à la droite. Et ce que je peux voir, indépendamment de ma propre personne, c'est que les débats portés par la droite, tant au niveau national qu'au niveau local, sont toujours stigmatisants vis-à-vis des populations des quartiers ».

24/02/10

Élection

Le député Jérôme Cahuzac a été désigné par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale avec 103 voix pour succéder à Didier Migaud à la présidence de la commission des finances du Palais-Bourbon.

MJS, 24/02/10

Emploi

Le MJS a présenté au Secrétariat national du 24 février ses 14 propositions pour l'emploi des jeunes issues du débat national lancé en décembre dernier. Ces propositions qui nécessitent une refonte globale de la politique de l'emploi feront l'objet d'une campagne militante à partir du 28 mars. Retrouvez les propositions du MJS sur jeunes-socialistes.fr

VIOLENCES EN MILIEU SCOLAIRE : POUR UNE VRAIE POLITIQUE ÉDUCATIVE

L'insécurité dans les écoles, c'est le résultat de huit ans de politique de la droite : moins de moyens et moins d'adultes en milieu scolaire, et ce sont nos enfants qui sont moins bien encadrés.

- **30 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale entre 2007 et 2009, et 16 000 autres prévues en pour la seule année 2010.**
- **250 recrutements de conseillers principaux d'éducation (CPE) en 2010 contre 600 en 2002.**
- **Partout, il manque des surveillants, des conseillers d'orientations, des éducateurs spécialisés, des assistantes sociales, des infirmières...**
- **Des professeurs moins bien formés avec la réforme de la formation professionnelle des enseignants voulue par le gouvernement.**

Face à cette politique destructrice, les collectivités locales, et notamment les régions socialistes, ont pris leurs responsabilités pour améliorer l'environnement de travail des enseignants et des enfants.

- Elles ont rénové et construit plus de 2 000 lycées, soit la moitié des lycées français. C'est un effort considérable.

Mais, ce ne sont pas les régions qui recrutent les enseignants et administrent l'Éducation nationale.

Les suppressions de postes concernent aussi les forces de l'ordre. En trois ans, 9 121 emplois de policiers et de gendarmes ont été détruits. Sur la période 2009-2013, c'est une véritable purge qui est programmée avec la suppression de 11 400 postes. Aujourd'hui, l'UMP veut développer la vidéosurveillance. Mais avec les suppressions de postes, il n'y aura plus personne pour regarder les vidéos ! C'est absurde.

Face à ces fausses réponses de l'UMP, le Parti socialiste rappelle un principe fondamental : les jeunes ont besoin d'être éduqués. Et pour cela, il faut des éducateurs et des professeurs bien formés, pas simplement des mesures d'économie qui sacrifient notre avenir. Il faut une vraie politique éducative :

- **Arrêter la casse. Le Parti socialiste réclame l'arrêt immédiat des suppressions de postes et le recrutement de surveillants et de personnels formés, ainsi que la suspension de la réforme de la formation des enseignants.**
- **Un plan ambitieux de lutte contre la principale source de la violence : le décrochage scolaire. Pour cela, il faut renforcer les ZEP, diminuer le nombre d'élèves par classe, promouvoir les expériences innovantes, soutenir les familles en difficulté et assurer la mixité sociale.**
- **Revaloriser le métier d'enseignant est indispensable à l'exercice de l'autorité.**

Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

❒ Je souhaite prendre contact avec les socialistes

❒ Je désire adhérer au Parti socialiste

❒ Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

Nom .....

Prénom .....

email .....

Tél .....

Adresse .....

Code postal .....

Ville .....

À renvoyer au Parti socialiste,
10 rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr – parti-socialiste.fr